



RAPPORT GENERAL DE LA MISSION DE MONITORING DES VIOLENCES LIEES AU PROCESSUS ELECTORAL 2025 AU GABON



Mars - Avril 2025



SOMMAIRE

Liste des abréviations.....	4
Liste des cartes.....	4
Graphiques.....	4
Listes des tableaux.....	4
Contexte et justification.....	5
I. Objectifs.....	7
1.1. Objectif général.....	7
1.2. Objectifs spécifiques.....	7
1.3. Résultats Attendus.....	7
1.4. Cibles.....	7
II. Méthodologie.....	8
2.1. La formation des moniteurs.....	8
2.2. La zone d'intervention.....	8
2.3. L'outil de collecte.....	8
2.3. Outil de gestion des risques électoraux.....	8
2.4. La collecte des données.....	8
2.5. Traitement et analyse des données.....	8
III. Présentation des résultats.....	9
3.1. Cartographie des incidents de violences au cours du processus électoral.....	9
3.2. Typologie des incidents de violences durant le processus électoral.....	10
3.3. Répartition du nombre d'incidents par province.....	10
3.4. Pourcentage des violences par province.....	11
3.5. Poids électoral par province.....	12
3.6. Nombre d'incidents par 1000 électeurs inscrits.....	12
3.7. Dynamique des violences par date.....	13
3.8. Cartographie par province.....	14
IV. Cartographie des violences au cours des trois phases du processus électoral.....	23
4.1. La phase pré-électorale.....	23
4.2. La phase électorale (le jour du scrutin).....	24
4.3. La phase post-électorale.....	25
V. Difficultés rencontrées.....	26
VI. Recommandations.....	26
Remerciements.....	27
Annexes.....	27

Liste des abréviations

ACER : Autorité de Contrôle des Élections et du Référendum

AN : Assemblée Nationale

CNOCER : Commission nationale d'organisation et de coordination des élections et du référendum

ECES : Centre Européen d'Appui Electoral

ERMTool : Outil de gestion des risques électoraux

IDEA International : Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electoral

MOE : Mission d'observation électorale

OGE : Organe de gestion des élections

ONG : Organisation non gouvernementale

OSC : Organisations de la Société Civile

PACEM : Projet d'Appui à la Société Civile et aux Médias

REDHAC : Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale

UE : Union-Européenne

WGP : Women Go for Peace

Liste des cartes

N°	Titre	Pages
1	Cartographie des violences durant le processus électoral	9
2	Province de l'Estuaire	14
3	Province du Haut-Ogooue	15
4	Province du Moyen-Ogooué	16
5	Province de la Ngounié	17
6	Province de la Nyanga	18
7	Province de l'Ogooué-Ivindo	19
8	Province de l'Ogooué-Lolo	20
9	Province de l'Ogooué-Maritime	21
10	Province du Woleu-Ntem	22
11	Carte de la phase pré-électorale	23
12	Carte de la phase électorale (jour du scrutin)	24
13	Carte de la phase post-électorale	25

Graphiques et diagrammes

N°	Titre	Pages
1	Graphique : Typologie des violences	10
2	Graphique : Répartition du nombre d'incidents par province	11
3	Graphique : Pourcentage des violences par province	11
4	Diagramme : Poids électoral par province	12
5	Graphique : Nombre d'incidents par 1000 électeurs inscrits	13
6	Graphique : Dynamique des violences par date	13
7	Organigramme	29

Listes des tableaux

N°	Titre	Pages
1	Effectif des moniteurs par province	7
2	Incidents dans la province de l'Estuaire	13
3	Incidents dans la province du Haut-Ogooué	14
4	Incidents dans la province du Moyen-Ogooué	15
5	Incidents dans la province de la Ngounié	16
6	Incidents dans la province de la Nyanga	17
7	Incidents dans la province de l'Ogooué-Ivindo	18
8	Incidents dans la province de l'Ogooué-Lolo	19
9	Incidents dans la province de l'Ogooué-Maritime	20
10	Incidents dans la province du Woleu-Ntem	21

Résumé Exécutif

Dans le cadre de son accompagnement de la transition politique pour un retour à l'ordre constitutionnel durable au Gabon, l'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Électorale (IDEA International), en partenariat avec l'ONG Women Go for Peace (WGP) et le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) – avec le soutien de l'Union Européenne et du Ministère Français pour l'Europe et les Affaires Étrangères, a mis en œuvre, du 15 mars au 30 avril 2025, un projet de monitoring et de prévention des violences liées au processus électoral au Gabon pendant le cycle électoral de 2025.

Ce projet a aussi été appuyé par le Centre Européen d'Appui Électoral dans le cadre de son projet PACEM financé par l'Union Européenne.

La mission a permis de mobiliser 30 moniteurs, déployés sur le terrain et 04 analystes chargés de la centralisation, du traitement des données ; la rédaction et la distribution des rapports hebdomadaires.

Le monitoring des violences qui s'est déroulé durant la période électorale d'avril 2025 au Gabon a mis en évidence un climat généralement apaisé, nonobstant le contexte de transition politique traversé par le Gabon depuis le 30 août 2023. Dans l'ensemble, la mission n'a recensé aucun décès, ni de blessés liés aux élections. Les opérations électorales se sont

déroulées dans un environnement pacifique, favorisant la crédibilité et la légitimité du processus électoral.

Toutefois, la mission a enregistré la survenance de quelques incidents mineurs (57 au total), tels que des tensions entre partisans, altercations liées au détournement du matériel et des fonds de campagne, qui n'ont pas débordé en violence majeure ni provoqué d'engagements significatifs en matière de sécurité. Ces incidents étaient principalement dû à l'organisation interne des partis et/ou mouvements politiques et à des malentendus ponctuels qui ont été résorbés.

Au regard de ces éléments, il apparaît que l'écosystème électoral a été globalement serein et que la transition politique qu'a connue le Gabon a été gérée dans la paix et la stabilité. C'est pourquoi la mission encourage la consolidation et le maintien des efforts conjoints de toutes les parties prenantes pour maintenir cette dynamique pacifique, en renforçant la communication, la médiation et l'inclusion.

Cette élection a permis de renforcer la confiance dans le processus démocratique au Gabon, tout en soulignant l'importance de poursuivre les initiatives pour garantir un environnement électoral pacifique pour les futures échéances électorales.

Contexte et justification

Le 12 avril 2025, le Gabon a organisé une élection présidentielle, représentant une étape importante dans le processus de transition qui a débuté après les événements du 30 août 2023. La décision d'organiser les élections le 12 avril 2025, bien en avance sur le chronogramme de la transition, a considérablement augmenté les enjeux, amplifié l'urgence de la préparation électorale et nécessité une approche accélérée pour assurer la crédibilité et la stabilité. Parallèlement, le paysage politique et institutionnel du Gabon a connu récemment et rapidement des transformations sans précédent. Une nouvelle constitu-

tion a été adoptée à la suite d'un référendum constitutionnel en novembre 2024, remodelant fondamentalement le cadre de gouvernance. Ces changements, associés à l'accélération du calendrier, imposent à toutes les parties prenantes (fonctionnaires électoraux, acteurs politiques et société civile) de s'adapter rapidement au système reconfiguré tout en maintenant la confiance du public et la légitimité démocratique.

Les élections et les référendums sont des entreprises complexes. Quel que soit le contexte dans

lequel ces scrutins se déroulent, les parties prenantes sont confrontées à de nombreux risques. Ils peuvent concerner des aspects juridiques, politiques, sécuritaires et bien d'autres qui ont trait aux processus électoraux. Lorsque les risques se matérialisent, les conséquences peuvent être graves, tant dans les démocraties bien établies que dans les démocraties en transition.

Dans le pire des cas, cela peut conduire à des résultats électoraux contestés qui sapent la légitimité des dirigeants élus ou des résultats du référendum, à une érosion de la confiance du public dans la démocratie ou au déclenchement des violences liées aux élections.

Dans le cas spécifique du Gabon, le tissu électoral a été marqué par une érosion de la confiance du public aux organes de gestion des élections, matérialisé par un mécontentement de celui-ci.

S'il n'existe pas de définition unique de la violence liée aux élections, la plupart des définitions figurant dans la littérature académique partagent des éléments communs. L'une de ces définitions est la suivante : la violence électorale est exercée par des acteurs politiques dans le but d'influencer délibérément le processus et le résultat des élections, et elle implique des actes coercitifs contre des personnes, des biens et des infrastructures (Bekoe, 2012, Harish & Torah, 2019 ; et Höglund).

En raison de la complexité des élections et des consultations référendaires, au cours de la dernière décennie, de nombreux acteurs du processus électoral, tant dans les démocraties établies que dans les démocraties en transition, se sont tournés vers la pratique de la gestion des risques pour les aider à organiser des scrutins crédibles. La gestion des risques est une pratique qui consiste à identifier systématiquement et à l'avance les risques, à les analyser et à prendre des mesures de précaution pour les réduire. C'est pour cette raison qu'en 2013, IDEA International a lancé l'outil de gestion des risques électoraux en tant que bien public mondial. Depuis son lancement, l'outil a été utilisé par de nombreux organes de gestion des élections, chercheurs et organisations de la société civile pour surveiller les risques liés au processus électoral.

En juin 2025, International IDEA publiera une nou-

velle version actualisée, basée sur le web, de cet outil de gestion des risques électoraux. Elle contiendra des capacités plus avancées, notamment des outils de cartographie plus précis et un registre des risques amélioré qui servira de base de données pour le suivi des risques dans le temps.

C'est dans ce contexte que IDEA International, en partenariat avec le Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (REDHAC) et l'ONG Women Go for Peace a mis en œuvre un projet visant à surveiller et à prévenir la violence électorale lors de l'élection présidentielle du 12 avril 2025 au Gabon. Le projet apportera une valeur ajoutée grâce à l'expérience d'IDEA International en matière de gestion des risques électoraux et à la disponibilité de l'outil de gestion des risques électoraux. Le REDHAC et Women Go for Peace apporteront leur expérience des systèmes d'alerte précoce ainsi que sa capacité à lancer des actions de prévention des conflits par le biais de son réseau de femmes médiatrices.

Cette initiative a permis de mobiliser une équipe de 30 moniteurs, dont 20 observateurs long terme, recrutés par le Centre Européen des Elections (ECES), déployés sur l'ensemble du territoire national et 04 analystes basés à Libreville chargés de la centralisation et du traitement des données transmises par les moniteurs. Leur mission visait à observer, documenter et prévenir les actes de violence susceptibles d'entacher le bon déroulement du scrutin.

Au cours de cette période, 57 cas d'incidents de violences ont été enregistré dans les 9 provinces du pays, mettant en lumière les défis persistants liés à l'organisation des élections, à la gestion des partis et mouvements politiques et à la sécurité électorale. Ce rapport se propose d'analyser ces incidents répertoriés, province par province, et de formuler des recommandations pour renforcer la sécurité lors des futures élections et prévenir les violences.

En offrant une vue d'ensemble des événements survenus, nous espérons contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques électorales au Gabon et à l'amélioration des pratiques de monitoring et de prévention des violences.

1.1. Objectif général

L'objectif global du projet était de contribuer à une transition réussie et au retour à l'ordre constitutionnel en soutenant la tenue d'élections pacifiques au Gabon.

1.2. Objectifs spécifiques

- Identifier les risques de violence électorale ;
- Développer des outils de monitoring et de rapportage des incidents de violence pendant le processus électoral ;
- Former 30 moniteurs provinciaux, dont 20 observateurs long terme de ECES, à la surveillance des violences électorales ;
- Mettre en Place une Unité d'Analyse composée de trois (04) personnes, dont la Coordinatrice, chargée d'assurer un suivi en temps réel et une réponse rapide ;
- Utiliser la nouvelle version de l'outil de gestion des risques électoraux d'IDEA International pour développer une base de données des incidents de violence électorale, cartographier les incidents de violence liés aux élections et analyser les tendances au cours de la période électorale ;
- Élaborer des alertes au risque sur une base régulière en produisant des rapports hebdomadaires ;
- Sensibiliser les parties prenantes sur les meilleures pratiques pour atténuer les tensions et garantir un climat électoral apaisé ;
- Assurer un dialogue permanent entre les parties prenantes pour anticiper, prévenir, atténuer et résoudre les conflits liés aux élections.

1.3. Résultats Attendus

- Une meilleure identification des zones à risque et des facteurs de violence électorale ;
- Une capacité accrue des moniteurs provinciaux à surveiller et rapporter les incidents ;
- Une Unité d'Analyse est mise en place ;
- Un renforcement des capacités analytiques à travers l'utilisation de l'outil de gestion des risques électoraux ;
- La mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce et de réponse adaptée aux incidents de violence ;
- Une amélioration du dialogue entre les parties prenantes pour prévenir les tensions et garantir une élection apaisée.

1.4. Cibles

- Les candidats à l'élection présidentielle et leurs équipes de campagne ;
- Les partisans des partis ou mouvements politiques ;
- Les organisations de la société civile ;
- Les électeurs ;
- Les agents électoraux.

2.1. La formation des moniteurs

Après le recrutement de 10 moniteurs provenant des neuf (09) provinces du Gabon (dont une (01) personne par province et 02 pour l'Estuaire), une formation s'est tenue le 12 mars 2025 à Libreville.

Cette formation avait pour objectif de présenter aux moniteurs le cadre général des violences liées au processus électoral et de les emmener à maîtriser les questionnaires (questionnaire de rapport hebdomadaire et fiche d'incident) et les outils de collecte de données.

Après ladite formation, les moniteurs ont participé à un atelier de deux jours, les 13 et 14 mars 2025, sur la cartographie des risques électoraux au Gabon, avec d'autres membres de la société civile. Cet atelier leur a permis de mieux comprendre le cadre général des violences liés aux élections et la spécificité du Gabon à travers un exposé mettant en évidence les causes profondes des troubles électoraux de 1990 à 2023.

2.2. La zone d'intervention

Après la formation, les 30 moniteurs ont été déployés dans les neuf (09) provinces du Gabon, où ils ont procédé à l'identification des violences électorales. Cette répartition s'est effectuée comme suit :

Tableau 1 : Effectif des moniteurs par province

N°	Province	Effectif	Pourcentage
1	Estuaire	06	20%
2	Haut-Ogooué	05	17%
3	Moyen-Ogooué	05	17%
4	Ngounié	01	3%
5	Nyanga	01	3%
6	Ogooué-Ivindo	01	3%
7	Ogooué-Lolo	01	3%
8	Ogooué-Maritime	05	17%
9	Woleu-Ntem	05	17%
	Total	30	100%

Source : cellule de monitoring, suivi de l'élection présidentielle 2025

2.3.1 L'outil de collecte

Dans le cadre de la collecte des données, Google Forms a été le principal outil de collecte utilisé. Il a servi d'outil de collecte et de serveur (stockage des données), via un lien généré chaque semaine. C'est un outil numérique qui est très facile à utiliser et qui ne demande aucun paramétrage particulier. Il a permis de monter le questionnaire de collecte, de collecter les données et de les stocker en vue d'une analyse, mais aussi d'avoir un rapport sommaire des données collectées.

2.3.2 Outil de gestion des risques électoraux

L'outil ERMTool d'International IDEA est une application logicielle conçue pour améliorer la capacité des utilisateurs, à comprendre, analyser, prévenir et atténuer la violence liée aux élections par sa capacité à générer des cartes sur la base des données collectées par l'application Google Forms.

2.4. La collecte des données

Deux (02) questionnaires contenant respectivement seize (16) et trente-deux (32) questions conçues sur Google Forms ont permis de collecter l'ensemble des données susceptibles de fournir les informations inhérentes aux violences en période électorale.

Les moniteurs ont collecté individuellement les données par observation directe durant toute la période électorale. Ces informations étaient systématiquement stockées dans le serveur.

2.5. Traitement et analyse des données

La fiche rapport hebdomadaire a permis de faire la synthèse de la semaine et de renseigner sur le climat général dans la province. La fiche d'incident, quant à elle, a permis aux moniteurs de faire une remontée en temps réel des incidents de violences. La cellule d'analyse a reçu 100 fiches qui ont été apurées. Il faut noter que dans le cadre de l'apurement, seuls 57 fiches, répondaient à l'objet de la collecte.

Après l'apurement des données collectées, les analystes ont procédé à leur analyse et à la

rédaction des rapports hebdomadaires d'incidents (06 au total). Ces rapports étaient ensuite ventilés aux partenaires, aux organisations internationales, à l'administration, aux organes de gestion des élections et à la société civile. L'étape de collecte et de traitement des données collectées a permis d'apprécier la dynamique des incidents de violences liées aux élections. L'outil ERMtool a permis de générer des graphiques et des cartes sur la base des données apurées.

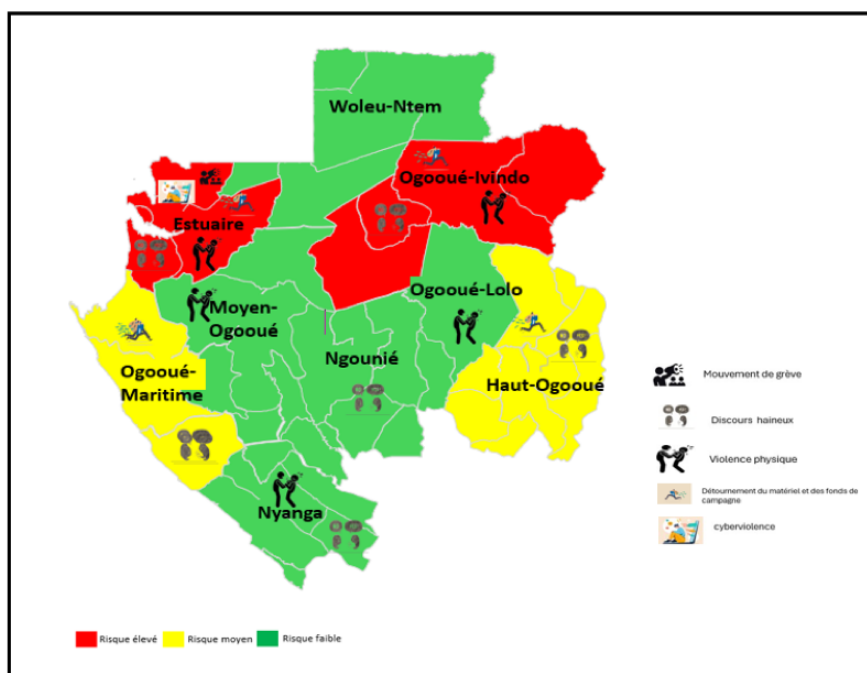
III Présentation des résultats

Dans le cadre de la cartographie des violences, l'ensemble des cartes ci-dessous, obéit au code couleur. **Il s'agit de la couleur verte lorsqu'on a un nombre d'incidents allant de 0 à 05 : niveau de risque faible ; de 06 à 10 incidents, couleur jaune : niveau de risque moyen ; plus de 11 incidents, couleur rouge : niveau de risque élevé.** Des marqueurs statiques viennent illustrer ces résultats pour faciliter la lecture et cibler les zones de survenance de certains incidents récurrents.

3.1. Cartographie des incidents de violences au cours du processus électoral

La carte ci-dessous nous présente la situation globale des incidents de violences **remontés par les moniteurs provinciaux** sur l'ensemble du territoire, **57 cas de violences au total** liés au processus électoral, **dans la période du 15 mars au 30 avril 2025**. Nous pouvons observer, à cet effet, que les provinces du **Moyen-Ogooué, de la Ngounié, de la Nyanga et du Woleu-Ntem**, ont enregistré un nombre de risque faible. **Les provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime**, ont enregistré un nombre de risques moyen. Cependant, **les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué-Ivindo** ont présentées un nombre de risque élevé, comme nous l'observons sur la carte.

Carte 1 : cartographie des violences durant le processus électoral



3.2. Typologie des incidents de violences durant le processus électoral

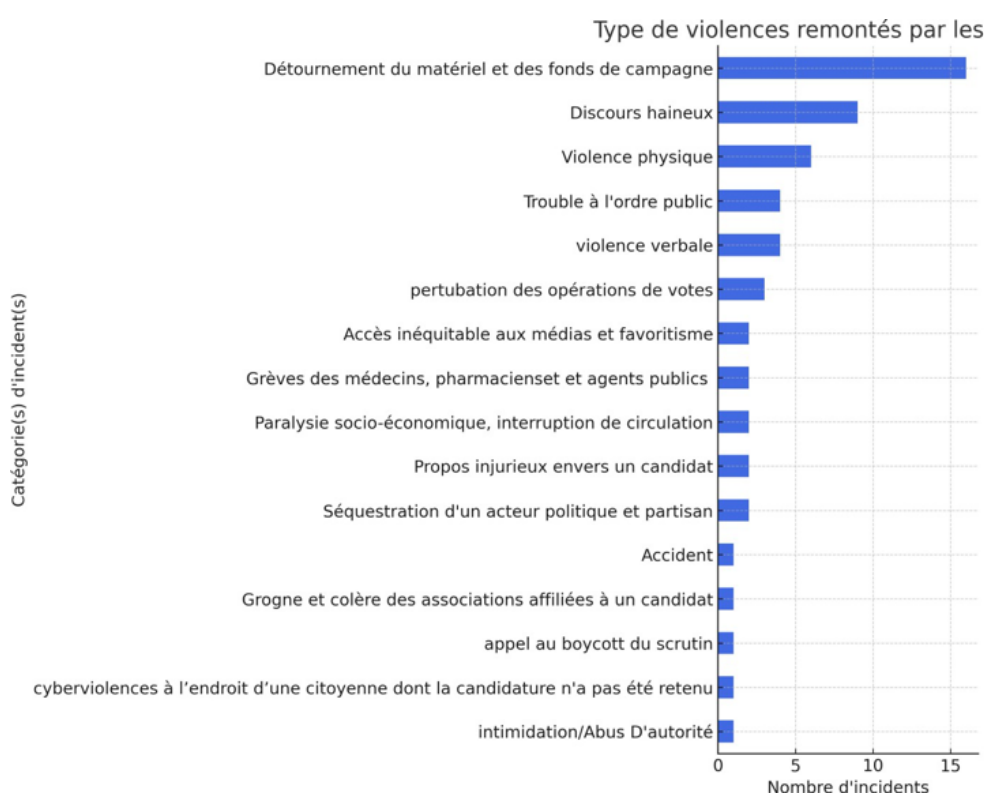
Les informations recueillies par les moniteurs déployés sur l'ensemble des 9 provinces dans le cadre du monitoring des violences, ont révélé des typologies d'incidents diversifiés au cours de la période observée, à savoir du 15 mars au 30 avril 2025 (06 semaines), dont les principaux sont les suivants :

- **Détournement de matériel et des fonds de campagne (16 cas) ;**
- **Discours haineux (09 cas) ;**
- **Violence physique (06 cas).**

La majorité de ces incidents se sont produits au cours de la période de campagne électorale (29 mars au 11 avril 2025), dans les quartiers généraux ou lieux de rassemblement des partis et mouvements politiques, à l'occasion ou la suite de ces rencontres.

Le graphique ci-dessous renseigne sur la typologie des violences observés par les moniteurs dans la période indiquée.

Graphique 1 : Typologie des violences durant le processus électoral



Source : cellule de monitoring, suivi de l'élection présidentielle 2025

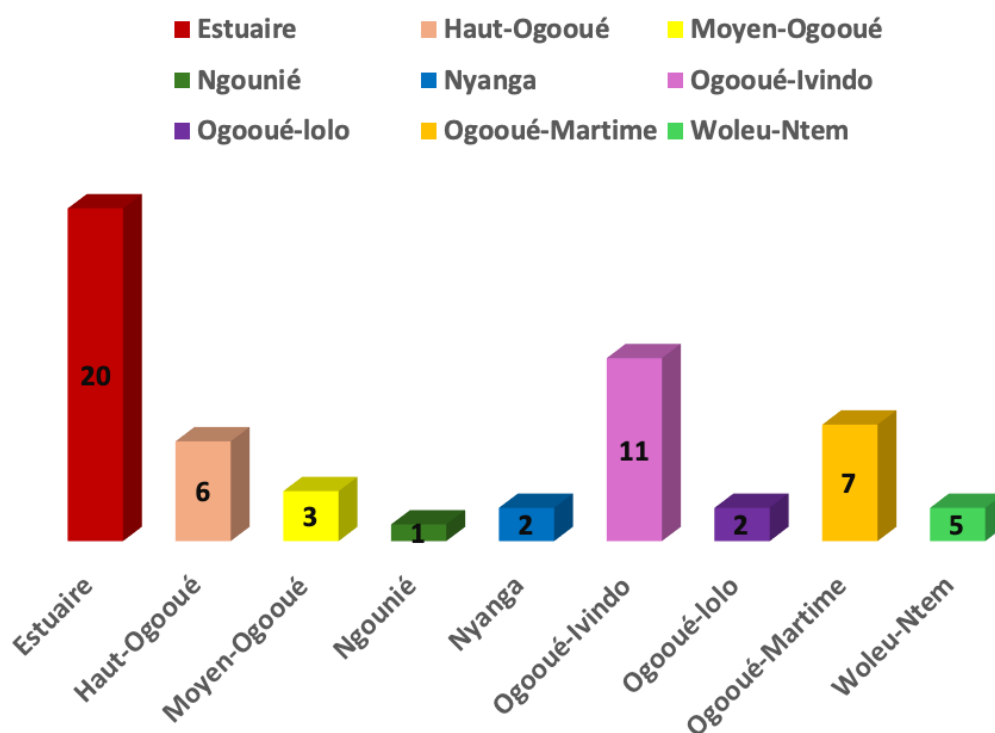
3.3. Répartition du nombre d'incidents par province

Le graphique qui présente le nombre d'incidents par province montre une forte disparité dans le nombre d'incidents signalés lors de l'élection présidentielle du 12 avril 2025 au Gabon, selon les différentes provinces.

La province de l'Estuaire enregistre à elle seule 20 incidents, un chiffre nettement supérieur aux autres provinces. Les enjeux politiques et sociaux ont conduit à une concentration plus élevée des incidents. L'Ogooué-Ivindo et l'Ogooué-Maritime viennent juste après avec respectivement 11 et 07 incidents. En revanche, les provinces comme celles de la Ngounié, la Nyanga ou le Moyen-Ogooué, ont seulement entre 1 et 3 incidents chacune. Cela suppose une stabilité dans ces zones.

Ces disparités entre les provinces révèlent les différences dans la stabilité politique et la démographie, dans les zones surveillées.

Graphique 2 : présentation du nombre d'incidents par province



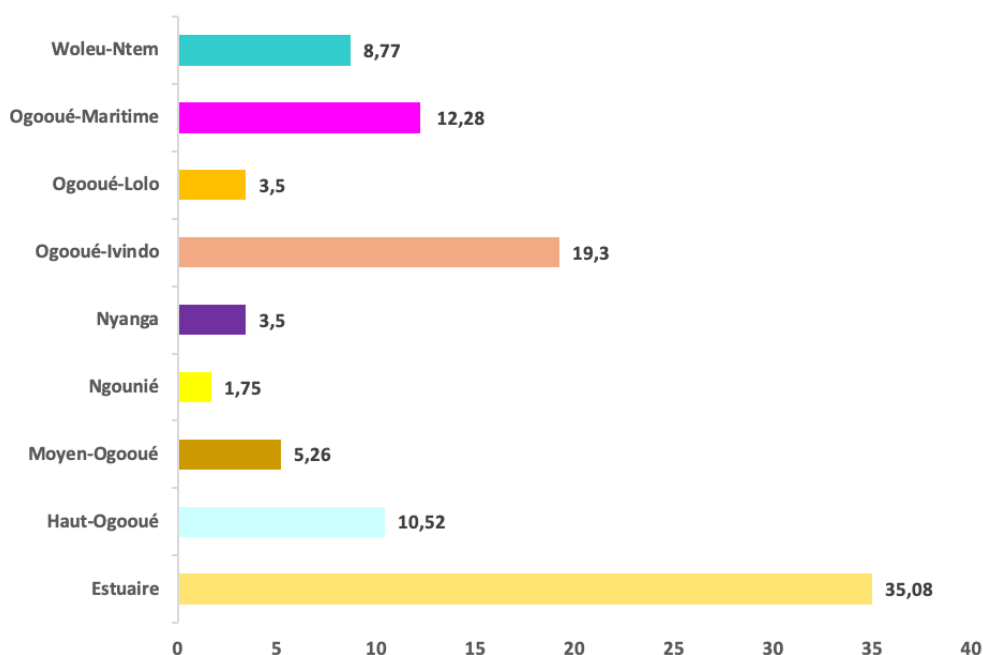
Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.4. Pourcentage des violences par province

Le pourcentage des incidents de violence est proportionnel au nombre d'incidents par province. L'Estuaire représente 35% du nombre total d'incidents répertoriés, soit 57, suivi de l'Ogooué-Ivindo avec 19,3% et l'Ogooué-Maritime avec 12,28%. La province du Haut-Ogooué vient juste en 4ème position avec un taux de 10,52%, se classant devant le Woleu-Ntem 8,77%, le Moyen-Ogooué 5,26%, l'Ogooué-Lolo et la Nyanga 3,5%, enfin la Ngounié 1,75%.

Diagramme 1 : Pourcentage des violences par province

Ce diagramme montre que sur 57 cas de violences liées aux élections :



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.5. Poids électoral par province

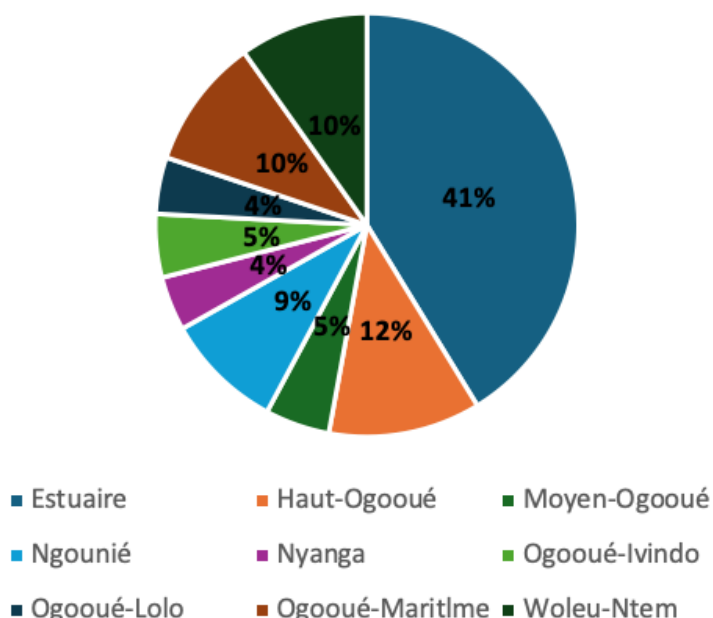
Après l'analyse de la répartition du nombre d'incidents par province et leur traduction en pourcentage, il importe de s'intéresser au poids électoral par province. Le Diagramme circulaire ci-dessous nous présente le poids électoral par province.

Nous pouvons observer que la province de l'Estuaire concentre, à elle seule 41% de l'électorat, suivie de la province du Haut-Ogooué, 12%, puis l'Ogooué-Maritime et le Woleu-Ntem qui font 10% chacune. La province de la Ngounié compte 9% de l'électorat. Le Moyen-Ogooué et l'Ogooué-Ivindo 5% chacune ; l'Ogooué-Lolo et la Nyanga 4%.

A la lecture superposée des graphiques du nombre d'incidents par province, nous pouvons déduire qu'ils ne sont pas exactement fonction du poids électoral car l'Ogooué Ivindo (11 incidents) vient en 2ème position juste après l'Estuaire en termes de nombre d'incidents et 5ème en termes de poids électoral.

Diagramme 2 : Poids électoral par province

Poids électoral par province



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.6. Nombre d'incidents par 1000 électeurs inscrits

Après l'analyse des incidents en fonction du poids électoral, nous nous sommes intéressés au nombre d'incidents par 1000 électeurs inscrits.

Le Gabon compte au total 888 517 électeurs inscrits (national uniquement) dans les différentes provinces du Gabon. Les 57 incidents enregistrés pendant le processus électoral témoignent donc d'une situation calme si l'on considère le nombre total d'électeurs.

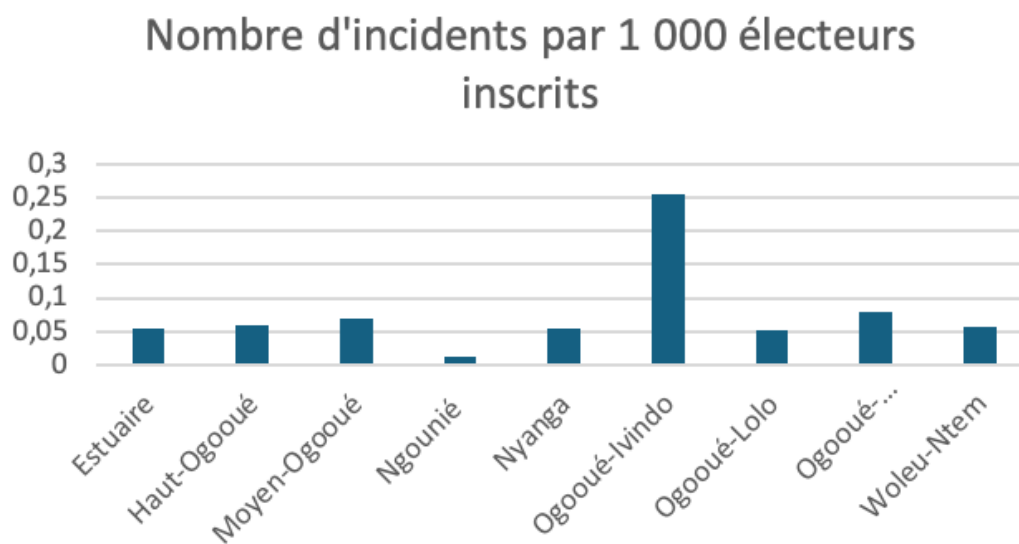
Si l'on s'intéresse à la province de l'Estuaire, elle compte 366 563 électeurs inscrits. Cette pro-

vince a enregistré 20 incidents, ce qui représente un taux d'incidents de 0,05456 pour 1000 électeurs. Cela montre un niveau d'incidents relativement faible par rapport au nombre d'électeurs.

La province de l'Ogooué-Ivindo, quant à elle, a enregistré 11 incidents pour 43 053 électeurs, ce qui donne un taux élevé de 0,25550 pour 1000 électeurs, le plus élevé de toutes les provinces. Cela pourrait indiquer des tensions ou des problèmes spécifiques dans cette région, notamment des tensions ethniques.

Dans l'ensemble, les données montrent que le processus électoral d'avril 2025 au Gabon a été marqué par un nombre d'incidents relativement faible, avec des variations notables entre les provinces. L'Ogooué-Ivindo se distingue par un taux d'incidents élevé, ce qui pourrait nécessiter une attention particulière pour comprendre les causes sous-jacentes. Les autres provinces affichent des taux d'incidents bas, ce qui est encourageant pour la stabilité électorale, comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique 3 : Nombre d'incidents par 1000 électeurs inscrits



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.7. Dynamique des violences par date

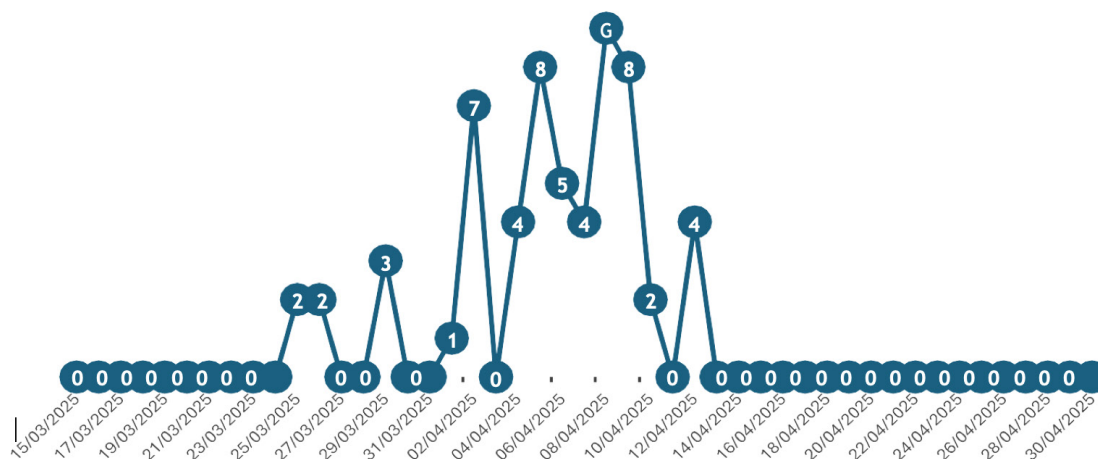
Le graphique nous présente la dynamique des incidents sur toute la durée du projet (15 mars au 30 avril). Nous observons que dans la période du 15 au 24 mars, aucun incident n'a été remonté. Les premiers incidents de violence vont être observés à partir du 25 mars 2025.

Le pique des violences se fait ressentir dans la période du 29 au 11 mars 2025, qui correspond à la période de la campagne électorale. Quelques incidents ont aussi été relevés le jour du vote.

Au lendemain de l'élection, soit le 13 avril, jusqu'au 30 avril, aucun incident n'a été relevé.

Un point d'attention doit donc être porté sur la période pré-électorale, notamment celle de la campagne pour les futures échéances.

Graphique 4 : Courbe des violences par date



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8. Cartographie par province

3.8.1. Province de l'Estuaire

La province de l'Estuaire a été identifiée comme celle ayant enregistré le plus grand nombre d'incidents, soit 20. Ce résultat s'explique par le fait qu'il s'agisse de la capitale et qu'elle concentre près de la moitié de l'électorat (370 383). De plus, l'activité politique y est plus intense, comparativement aux autres provinces.

Vous trouverez dans le tableau ci-après, la liste exhaustive des incidents répertoriés.

Carte 2 : Province de l'Estuaire



Tableau 2 : Récapitulatif des incidents dans l'Estuaire

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
25/03/2025	Estuaire	Komo	2	Grèves des médecins et des pharmaciens et celle des agents du SAMU SOCIAL GABONAIS
26/03/2025	Estuaire	Komo	1	Cyberviolences à l'endroit d'une citoyenne dont la candidature n'a pas été retenue
29 mars au 02 et 06 avril 2025	Estuaire	Komo	10	Détournement du matériel et des fonds de campagne
01/04/2025	Estuaire	Komo	1	Grogne et colère des associations affiliées à un candidat
02/04/2025	Estuaire	Komo	1	Violence physique
04/04/2025	Estuaire	Komo	2	Accès inéquitable aux médias et favoritisme
10/04/2025	Estuaire	Komo	2	Discours haineux et stigmatisation
12/04/2025	Estuaire	Komo	1	Perturbation des opérations de votes

■ Risque élevé
 ■ Risque moyen
 ■ Risque faible

Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8.2. Province Haut-Ogooué

Dans la province du Haut-Ogooué, **07 incidents** de violence liés aux élections, notamment dans le département de la Mpassa, comme détaillé dans le tableau ci-dessous :

Carte 2 : Province du Haut-Ogooué



Tableau 3 : Récapitulatif des incidents dans le Haut-Ogooué

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
04/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	1	Trouble à l'ordre public
05/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	1	Violence verbale
05/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	1	Détournement du matériel et des fonds de campagne
05/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	2	Violence verbale
05/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	1	Appel au boycott
12/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	1	Intimidation/Abus d'autorité



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8.4. Province du Moyen-Ogooué

Dans la Province du Moyen-Ogooué **03 incidents** ont été répertoriés au total, notamment dans la phase pré-électorale. C'est dire que le risques de violences y ont été faibles. Le tableau indique la nature et les dates de survenance de ces incidents.

Carte 3 : Province du Moyen-Ogooué

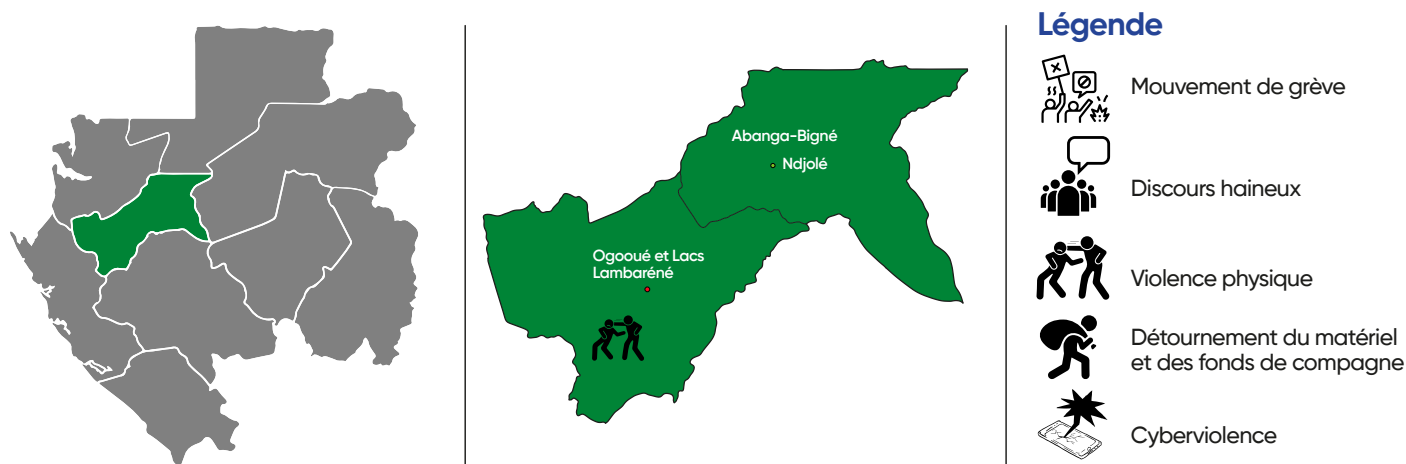


Tableau 4 : Récapitulatif des incidents dans le Moyen-Ogoouét

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
09/04/2025	Moyen-Ogooué	Ogooué et des Lacs	1	Violence physique
09/04/2025	Moyen-Ogooué	Ogooué et des Lacs	2	Propos injurieux envers un candidat

■ Risque élevé
 ■ Risque moyen
 ■ Risque faible

Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8.5. Province de la Ngounié

Dans la Province de la Ngounié, 01 incident enregistré durant tout le processus, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Elle vient juste après le Moyen-Ogooué et a enregistré le nombre et le taux d'incidents les plus faibles.

Vous trouverez dans le tableau ci-après, la liste exhaustive des incidents répertoriés.

Carte 4 : Province de la Ngounié



Tableau 5 : Récapitulatif des incidents dans la Ngounié

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
07/04/2025	Ngounié	Douya-Onoye	1	Discours haineux



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8.6. Province de la Nyanga

Dans la Province de la Nyanga 02 incidents enregistrés. Se plaçant au même stade que le Moyen-Ogooué. Risques de violences très faible durant toute la période.

Vous trouverez dans le tableau ci-après, la liste exhaustive des incidents répertoriés.

Carte 5 : Province de la Nyanga



Tableau 6 : Récapitulatif des incidents dans la Nyanga

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
02/04/2025	Nyanga	Mougoutsi	1	Discours haineux
06/04/2025	Nyanga	Mougoutsi	1	Violence physique



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8.7. Province de l'Ogooué-Ivindo

Dans la Province de l'Ogooué- Ivindo 11 incidents de violence totalisé durant tout le processus électoral. Ce qui la classe zone à risque élevé, juste après la province de l'Estuaire en terme de nombre d'incidents.

Vous trouverez dans le tableau ci-après, la liste exhaustive des incidents répertoriés.

Carte 6 : Province de l'Ogooué-Ivindo

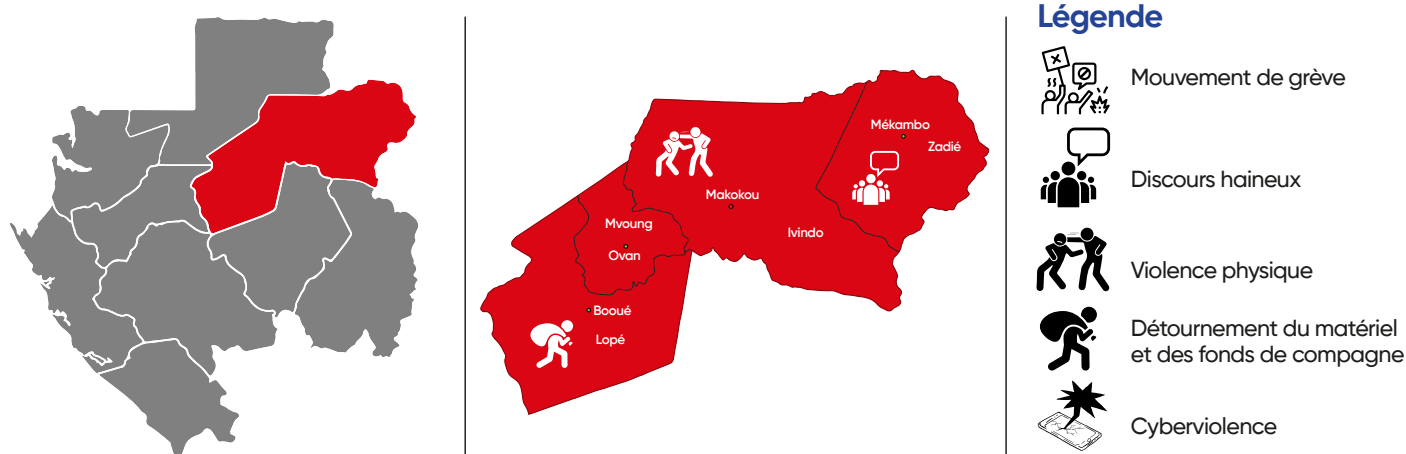


Tableau 7 : Récapitulatif des incidents dans l'Ogooué-Ivindo

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
02 et 02/04/2025	Ogooué-Ivindo	Invindo/Lopé	3	Détournement du matériel et des fonds de campagne
04 et 08/04/2025	Ogooué-Ivindo	Zadié/Ivindo	4	Discours haineux
08/04/2025	Ogooué-Ivindo	Invindo	2	Violence physique/Psychologique (une femme déshabillée)
09/04/2025	Ogooué-Ivindo	Invindo	2	Troumbe à l'ordre publique



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8.8. Province de l'Ogooué-Lolo

Dans la Province de l'Ogooué-Lolo, 02 incidents de violence ont été répertoriés. IL s'agit de deux cas de violences physiques. Classé dans les provinces à faible risque, l'Ogooué-Lolo se place à côté du Moyen-Ogooué et de la Nyanga.

Vous trouverez dans le tableau ci-après, la liste exhaustive des incidents répertoriés.

Carte 7 : Province de l'Ogooué-Lolo

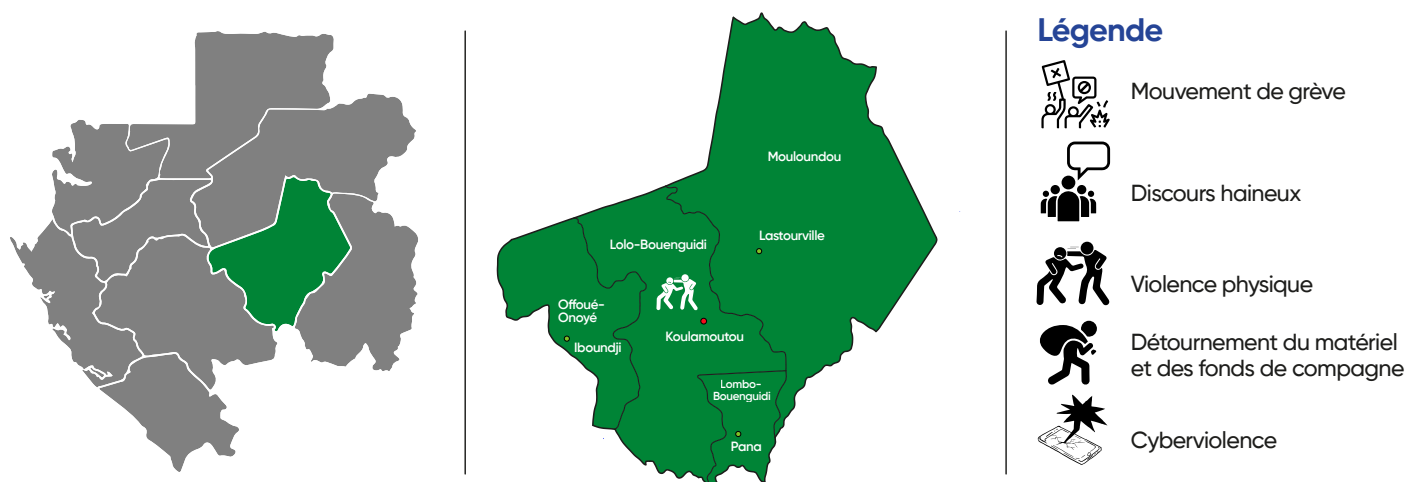


Tableau 8 : Récapitulatif des incidents dans l'Ogooué-Lolo

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
08/04/2025	Ogooué-Lolo	Lolo-Buenguidi	2	Violence physique/ethnique



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8.9. Province de l'Ogooué-Maritime

Dans la Province de l'Ogooué -Maritime, nous totalisons 06 incidents au cours du processus électoral. Elle vient donc en 3ème position après l'Ogooué-Ivindo. Vous trouverez, ci-dessous, une liste desdits incidents.

Vous trouverez dans le tableau ci-après, la liste exhaustive des incidents répertoriés.

Carte 8 : Province de l'Ogooué-Maritime



Tableau 10 : Récapitulatif des incidents dans l'Ogooué-Maritime

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
02 et 02/04/2025	Ogooué-Maritime	Bendjé	1	Discours haineux et propos tribalistes d'un candidat
04 et 08/04/2025	Ogooué-Maritime	Etimboué	1	Séquestration d'un acteur politique et partisan
08/04/2025	Ogooué-Maritime	Bendjé	1	Trouble à l'ordre public
09/04/2025	Ogooué-Maritime	Bendjé	2	Détournement du matériel et des fonds de compagnie
08/04/2025	Ogooué-Maritime	Bendjé	1	Séquestration d'un acteur politique et partisan



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

3.8.10. Province du Woleu-Ntem

Dans la Province du Woleu-Ntem, 05 incidents totalisé, dont deux le jour du vote. Vous trouverez, ci-dessous, une liste desdits incidents.

Vous trouverez dans le tableau ci-après, la liste exhaustive des incidents répertoriés.

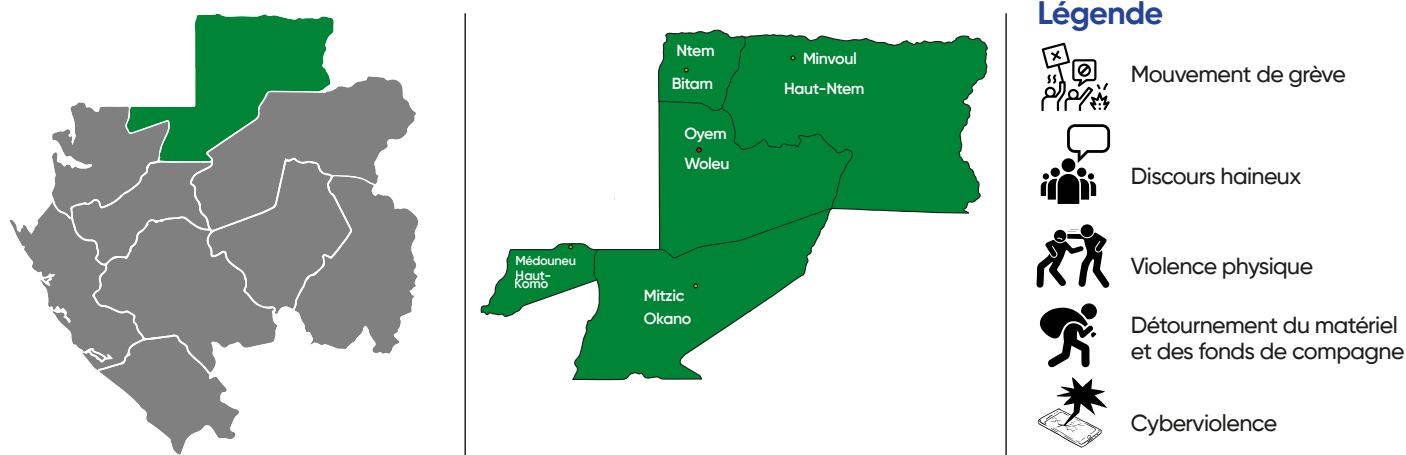


Tableau 11 : Récapitulatif des incidents dans le Woleu-Ntem

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
09/04/2025	Woleu-Ntem	Woleu	3	Paralysie - économique, interruption de circulation
04 et 08/04/2025	Woleu-Ntem	Etimboué	4	Accident
08/04/2025	Woleu-Ntem	Bendjé	2	Perbubation des opérations de votes



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

4.1. La phase pré-électorale

La phase pré-électorale (15 mars au 11 avril 2025) de l'élection présidentielle du 12 avril 2025 a enregistré le plus grand nombre d'incidents de violence (53), dont 35% dans la province de l'Estuaire.

Carte 11 : Carte de la phase pré-électorale



4.2. La phase électorale (le jour du scrutin)

Le jour du scrutin, le climat a été jugé très apaisé. Les moniteurs sur le terrain n'ont pas signalé d'incidents majeurs, excepté dans la province du Woleu-Ntem où des cas de perturbation ont été signalés par les moniteurs.

Carte 12 : Carte de la phase électorale



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

4.3. La phase post-électorale

Au lendemain de l'élection, jusqu'au 30 avril 2025, date de fin du projet de monitoring des violences, les moniteurs sur le terrain n'ont envoyé aucune fiche d'incident. Dans l'ensemble, le climat a été jugé apaisé.

Carte 13 : Carte de la phase post-électorale



Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

V Difficultés rencontrées

Au titre des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce projet, nous pouvons relever.

1- Contraintes logistiques et enclavement de certaines zones. Les moniteurs sur le terrain ont rencontré, dans certaines provinces des problèmes de connexion internet. Cela s'est traduit par la transmission, parfois tardive, des fiches d'incidents et des rapports hebdomadaires ;

2- Synergie manquée entre les moniteurs et les observateurs long-terme. Ce qui n'a pas permis de bénéficier de façon optimale des bénéfices de cette collaboration ;

3- Nombre de moniteurs déployés. Pour l'élection présidentielle, les moniteurs n'étaient présents que dans les capitales provinciales. Ils n'avaient pas forcément le regard sur les faits qui se produisaient à l'échelle départementale.

VI Recommandations

A l'issue de la mission de monitoring et de prévention des violences liées au processus électoral au Gabon, mise en œuvre du 15 mars au 30 avril 2025, nous formulons les recommandations suivantes :

• Aux Organes de Gestion des Elections :

- 1- Organiser des campagnes de sensibilisation des citoyens sur le processus électoral et les bonnes pratiques en matières électorales ;
- 2- Lutter contre les discours haineux à travers la sensibilisation des acteurs politiques, des citoyens, et toutes les parties prenantes impliquées dans le processus électoral ;
- 3.- Vulgariser la Constitution et le Code Electoral ;
- 4- Promouvoir le dialogue et la médiation communautaire ;
- 5- Suivre de près les actions des partis et mouvements politiques.
- 6- Veiller à l'inclusion des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables dans les organes de gestion des partis politique tout au long du processus électoral.

• Aux partis et mouvements politiques :

- 1- Promouvoir les pratiques de transparence électorale intra parti ou mouvement politique ;
- 2.- Renforcer la sécurité autour des états-majors des partis politiques ;
- 3- Améliorer la communication des collaborateurs des candidats pour apaiser les tensions et renforcer le vivre ensemble.

• Aux Partenaires :

- 1- Augmenter le nombre de moniteurs ;
- 2- Poursuivre le renforcement des capacités des moniteurs ;
- 3- Renforcer les capacités de la Cellule de Monitoring sur la nouvelle version de l'outil ERMTool.

Remerciements

Nous ne saurons clore ce rapport sans exprimer notre profonde gratitude à l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers, dont le soutien, la collaboration et la contribution ont été essentiels à la mise en œuvre et le succès de ce projet. Leur disponibilité, leur engagement et expertise ont permis de mener à bien cette initiative et d'atteindre les objectifs fixés.

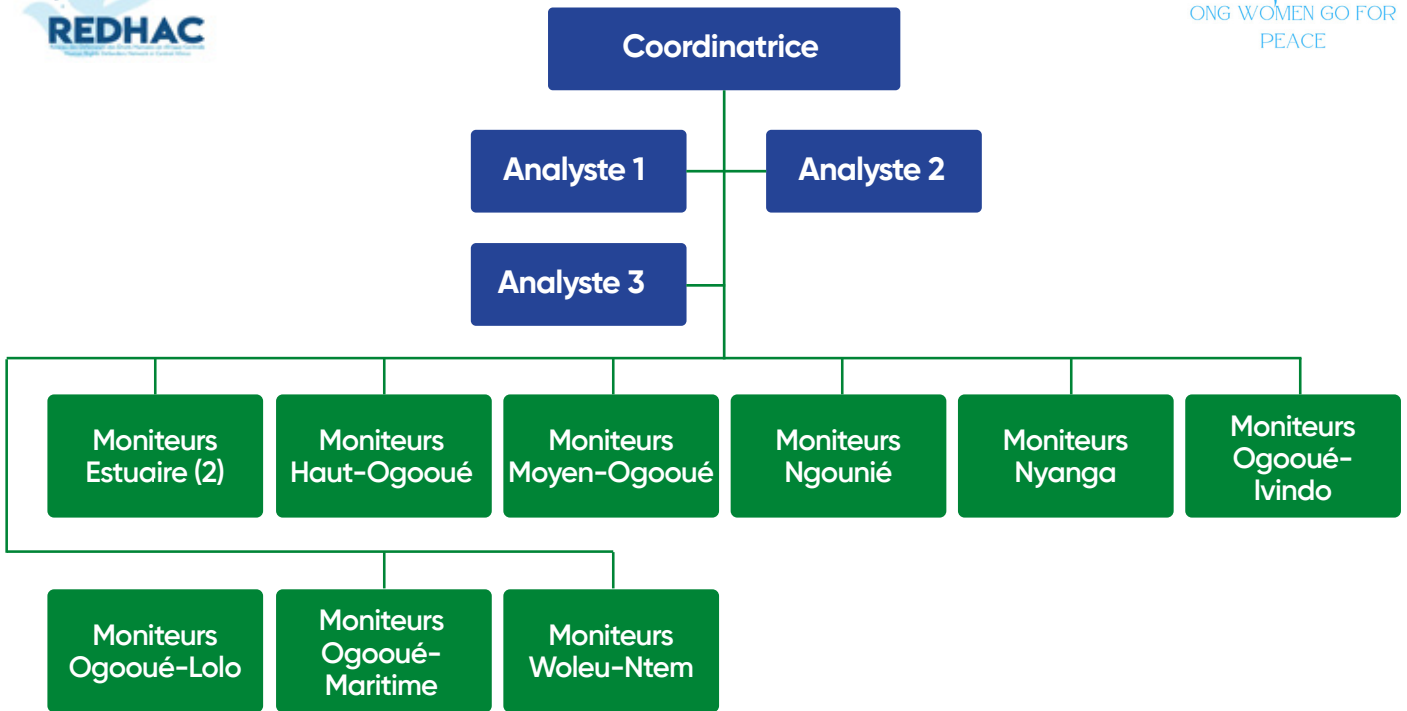
Annexes

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
25/03/2025	Estuaire	Komo	2	Grèves des médecins et des pharmaciens et celle des agents du SAMU SOCIAL GABONAIS
26/03/2025	Ogooué-Maritime	Bendjé	1	Discours haineux et propos tribalistes d'un candidat
26/03/2025	Estuaire	Komo	1	Cyberviolences à l'endroit d'une citoyenne dont la candidature n'a pas été retenu
29/03/2025	Estuaire	Komo	3	Détournement du matériel et des fonds de campagne
01/04/2025	Estuaire	Komo	1	Grogne et colère des associations affiliées à un candidat
02/04/2025	Estuaire	Komo	3	Détournement du matériel et des fonds de campagne
02/04/2025	Estuaire	Komo	1	Violence physique
02/04/2025	Nyanga	Mougoutsi	1	Discours haineux
02/04/2025	Ogooué-Ivindo	Ivindo	2	Détournement du matériel et des fonds de campagne
04/04/2025	Ogooué-Ivindo	Zadié	1	Discours haineux
04/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	1	Trouble à l'ordre public
04/04/2025	Estuaire	Komo	2	Accès inéquitable aux médias et favoritisme
05/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	1	Violence verbale
05/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	1	Détournement du matériel et des fonds de campagne
05/04/2025	Haut-Ogooué	Mpassa	3	Violence verbale
05/04/2025	Haut-Ogooué	Franceville	1	Appel au boycott du scrutin
06/04/2025	Estuaire	Komo	4	Détournement du matériel et des fonds de campagne

Date	Province	Département	Nombre d'incidents	Catégorie(s) d'incident(s)
06/04/2025	Nyanga	Basse-Banio	1	Violence physique
07/04/2025	Ogooué-Maritime	Etimboué	1	Séquestration d'un acteur politique et partisan
07/04/2025	Ogooué-Maritime	Bendjé	1	Trouble à l'ordre public
07/04/2025	Ogooué-Maritime	Bendjé	2	Détournement du matériel et des fonds de campagne
08/04/2025	Ogooué-Ivindo	Ivindo	3	Discours haineux
08/04/2025	Ogooué-Ivindo	Lopé	3	Détournement du matériel et des fonds de campagne
08/04/2025	Ogooué-Ivindo	Ivindo	1	Violence physique
08/04/2025	Ogooué-Ivindo	Ivindo	1	(une femme déshabillée)
08/04/2025	Ngounié	Douya-Onoye	1	Discours haineux
08/04/2025	Ogooué-Lolo	Lolo-Bouenguidi	1	Violence physique/Conflit ethnique
08/04/2025	Ogooué-Maritime	Bendjé	1	Séquestration d'un acteur politique et partisan
09/04/2025	Moyen-Ogooué	Ogooué et des Lacs	1	Violence physique
09/04/2025	Moyen-Ogooué	Ogooué et des Lacs	2	Propos injurieux envers un candidat
09/04/2025	Ogooué-Ivindo	Ivindo	2	Trouble à l'ordre public
09/04/2025	Woleu-Ntem	Woleu	2	Paralysie socio-économique, interruption de circulation
09/04/2025	Woleu-Ntem	Woleu	1	Accident
10/04/2025	Estuaire	Komo	2	Discours haineux et stigmatisation
12/04/2025	Estuaire	Komo	1	Perturbation des opérations de votes
12/04/2025	Woleu-Ntem	Okano	2	Perturbation des opérations de votes
12/04/2025	Haut-Ogooué	Franceville	1	Intimidation/Abus D'autorité

Source : cellule de monitoring, élection présidentielle 2025

Organigramme



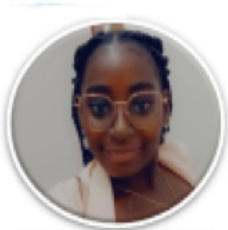
Les membres de la Cellule d'analyse



Les moniteurs provinciaux



ONG WOMEN GO FOR
PEACE



Aude Forise
DJINK DIOUMBY
Moniteur Estuaire



Arthur Rodrigue ASSAMBA
Moniteur Estuaire



Diane Clarens LOKASSONE
Moniteur Moyen-Ogooué



Guido Philippe
EYI ENGONGA
Moniteur Ngounié

Joseph SIMBA
KOWOU
Moniteur Haut-Ogooué



Waris POULOLOU NENE
Moniteur Nyanga



Pamela Sandrine
TSOGO MOUENDINGUY
Moniteur Ogooué-Ivindo



Sprivana Fallone
MENGUE M'EDOU
Moniteur Ogooué-Lolo



Shanis ZENG
Moniteur Ogooué Maritime



Fleur Helmina
MEDZA M'OBANG ONDO
Moniteur Woleu-Ntem

Partenaires de mise en œuvre



ONG WOMEN GO FOR
PEACE

Women go for Peace (WGP)

L'ONG WGP est une organisation créée officiellement en 2021, reconnue au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, qui a pour missions de promouvoir la paix et l'unité à travers le vivre ensemble, la cohésion sociale, mais également de promouvoir la participation des femmes aux processus électoraux et dans les sphères décisionnelles, à travers l'éducation civique et citoyenne, des ateliers de formation, d'information et de sensibilisation. WGP trouve son fondement dans les Objectifs de Développement Durable, ODD 16 (paix, justice et institutions fortes et inclusives) ; ODD 5 (égalité entre les sexes), l'ODD 17 (partenariat pour l'atteinte des objectifs) et dans la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, sur les femmes, la paix et la sécurité.



Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC)

Le REDHAC est un réseau sous-régional qui compte 8 pays de l'Afrique Centrale. Le REDHAC a pour mission la promotion et la protection des Droits Humains, des libertés fondamentales, et du respect de la Démocratie à travers la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance en Afrique (CADEG), la promotion et la protection des Défenseurs en Afrique Centrale en mettant un accent particulier sur les Femmes Défenseurs, les Défenseurs LGBTI, et les autres Défenseur(e)s des Droits Humains Vulnérables (DDHV), et l'implication pour la paix durable et la réconciliation dans la sous-région depuis l'adoption du plan d'action stratégique du REDHAC lors de son Assemblée Générale de 2019.

Partenaires techniques



Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (IDEA International)

Créé en 1995, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International), une organisation intergouvernementale comprenant 35 états membres de tous les continents, a pour mission de promouvoir la démocratie durable dans le monde. L'objectif d'IDEA est d'aider à améliorer la conception d'institutions et de processus démocratiques clés par le biais d'une connaissance et d'une compréhension meilleures des questions qui conditionnent le progrès démocratique.

Centre Européen d'Appui Electoral (ECES)



ECES est une fondation indépendante, non partisane et à but non lucratif dont le siège est à Bruxelles et qui a un mandat mondial. Créé fin 2010, a déjà mis en œuvre des activités dans plus de 50 pays, principalement, mais pas seulement, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, essentiellement grâce au financement de l'UE et des États membres de l'UE. ECES promeut le renforcement électoral et démocratique par la fourniture de services consultatifs, un appui opérationnel via des méthodologies innovantes de gestion de projets et financières.

Partenaires financiers

Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères de la République Française
Union Européenne





